



CONGO-RUSSIE

La commission mixte se tiendra les 16 et 17 décembre à Moscou

Les représentants de la République du Congo et de la Fédération de Russie vont se retrouver à Moscou, dans le cadre de la commission mixte de coopération entre les deux pays. Selon l'ambassadeur de Russie, Gueorguy Tchepik, au nombre des dossiers à examiner, figurent les projets liés aux secteurs de la science, de l'agriculture, de l'énergie, du pétrole et de la formation des cadres civils et de la force publique. S'agissant du projet de construction d'un oléoduc de transport des produits pétroliers entre Pointe-Noire et la partie septentrionale du pays, le diplomate russe a indiqué, dans l'interview qu'il nous a accordée, que son business plan a déjà été réalisé.

Page 3



Gueorguy Tchepik

FONCTION PUBLIQUE

Améliorer des services administratifs

Un atelier se tient du 10 au 21 décembre à Kintélé pour élaborer le manuel de procédures de la Fonction publique. Cet outil va permettre de créer les conditions favorables à la dématérialisation des procédures, base essentielle d'in-

formation du système intégré de gestion des ressources humaines. « *L'amélioration de la qualité du service public se traduit par la mise en place des outils modernes capables d'accroître la performance de l'ad-*

ministration », a déclaré, à l'ouverture des travaux, le directeur de cabinet du vice-Premier ministre en charge de la Fonction publique, de la réforme de l'État, du travail et de la sécurité sociale, Josias Itoua-Yocka.

Page 3

FÊTES DE FIN D'ANNÉE

Ambiance morose dans les marchés



Une vue d'une allée du marché Poto-Poto

A deux semaines des fêtes de fin d'année, l'ambiance n'est pas du tout au rendez-vous dans les différents marchés de Brazzaville. Les étals et allées sont aérés, les boutiques peu envahies. Malgré tout, les commerçants assez enthousiastes espèrent pouvoir liquider leurs marchandises.

« *Auparavant, pendant cette période de fêtes de fin d'année, on avait du mal à voir le bout des allées du marché tellement elles étaient envahies par des clients. Ces dernières années, le marché est désert et on sent que la motivation festive n'est pas encore au rendez-vous* », a indiqué une vendeuse du marché de Poto-Poto, le troisième arrondissement de Brazzaville.

Page 6

CINÉMA

Yamina Benguigui plaide la cause de la forêt tropicale en Afrique



DR

L'ancienne ministre française déléguée à la Francophonie, Yamina Benguigui, vient de réaliser un documentaire de cinquante-cinq minutes intitulé « *Le dernier poumon du monde* ». Ce court métrage sensibilise à la problématique de la préservation de la forêt tropicale.

Page 9

ÉDITORIAL

Poumon

Page 2

ÉDITORIAL

Poumon

Ce soir, 11 décembre 2019, à 22 h 35 très précisément, sera diffusé sur la chaîne Canal + que l'on peut regarder partout dans le monde, un film sur le Bassin du Congo qui fera date dans l'histoire de la lutte contre le dérèglement climatique et pour la protection de notre environnement. Intitulé « Le dernier poumon du monde », réalisé au Congo par Yamina Benguigui et produit par Philippe Dupuis-Mendel, ce long métrage tire un signal d'alarme et lance tout à la fois un message d'espoir qui ne peut laisser personne indifférent.

Au cœur de ce film figure la gigantesque tourbière d'Ekolo Mguma, dans la Likouala aux herbes, découverte il y a deux ans par une équipe de chercheurs congolais et britanniques : dix mille ans d'âge, 145 000 km² de surface, plus de trente milliards de tonnes de carbone séquestrées, autrement dit l'équivalent de trois années d'émissions mondiales de gaz à effet de serre ! Y figure aussi et surtout le rôle essentiel, vital à tous égards que jouent la population de cette région du Bassin du Congo dans la protection de la nature, dans la survie de l'espèce humaine que menacent la surindustrialisation, la déforestation, le mépris de la nature qui imprègne l'homme moderne.

Réalisé avec l'appui de la plus haute autorité de notre pays, le président Denis Sassou N'Gouesso, « Le dernier poumon du monde » marque à coup sûr un tournant dans la bataille écologique qui a débuté dans les premières années de ce troisième millénaire. Diffusé sur les antennes de Canal + ce 11 décembre, puis le 19 décembre, il sortira dans les salles de Canal Olympia à partir du 10 janvier à Brazzaville bien sûr, à Conakry, à Yaoundé et Douala, à Niamey, à Ouagadougou, à Dakar, à Lomé, à Cotonou, à Port-Gentil et à Antananarivo. Autrement dit sur toute l'étendue de l'Afrique occidentale et centrale.

Au-delà de l'alerte rouge qui se trouve à l'origine du film, ce qu'il faut en retenir est le fait que l'espèce humaine, notre espèce, a plus que jamais la capacité de lutter contre le mal qui la menace comme le démontre le comportement de la population qui vit dans ce milieu sans s'employer à le détruire. Et que, par conséquent, il convient de l'aider à vivre, à se développer sans porter atteinte à son environnement. Une leçon de prudence, de raison, de sagesse qui, n'en doutons pas, sera perçue partout dans le monde.

Les Dépêches de Brazzaville

ENVIRONNEMENT

Des actes de vandalisme à la forêt artificielle de Kintélé

L'écosystème situé dans la banlieue nord de Brazzaville, pourtant abritant des réfugiés rwandais, a perdu une grande partie de ses arbres pour les besoins de bois de chauffe et de charbon de la population environnante.



La forêt artificielle de Kintélé ne cesse de perdre sa superficie au fil des ans/Adiac

D'une superficie d'environ trois cents hectares au départ, la forêt artificielle de Kintélé s'est rétrécie à cent hectares, selon un cadre de la Société nationale de reboisement. Ce site, a-t-il dit, est détruit quotidiennement par des personnes en quête de terrain de construction des maisons, du bois de chauffe et du charbon. Le chef de quartier Mille logements, Alphonse Ndongo, a pour sa part indiqué: « C'est un problème qui concerne l'Etat lié aux réfugiés rwandais dont nous ne savons pas quel statut ils ont pour ceux qui y sont restés ». Une mise en garde, a-t-il ajouté, a été faite à l'égard de ceux qui construisent des habitations sur ce site mais le constat est qu'ils s'entêtent. « Le maire de la commune les avait interpellés mais pour la plupart, ce sont des gens qui traitent avec

les propriétaires fonciers, arguant qu'ils ont gagné le procès contre l'Etat », a renchéri le chef de quartier Mille logements de Kintélé.

La pauvreté et le manque de travail conséquent seraient la cause directe de ce comportement incivique. « Nous n'avons pas du travail et nous avons des familles à nourrir, ces arbres nous permettent parfois de fabriquer du charbon et du bois de chauffe pour qu'à la fin, nous trouvions de quoi entretenir nos familles », s'est permis de nous répondre un habitant du quartier qui a requis l'anonymat, poursuivant: « Ce ne sont pas tous les arbres que nous coupons, nous sélectionnons les plus vieux ». Le déboisement des forêts constitue aujourd'hui une de raisons du changement climatique décrié de par le monde. D'après

les experts, il est responsable de plus de 18 % des émissions de CO₂. Cette pratique entraîne des conséquences néfastes, telles que la réduction de la biodiversité et le phénomène d'érosion. Pourtant, chaque 6 novembre depuis 1986, en République du Congo, une Journée nationale de l'arbre est célébrée dans le cadre du programme de boisement et de reboisement, pour la protection de l'environnement et des forêts. Le pays s'est engagé depuis des décennies sur la scène mondiale à apporter sa contribution dans la lutte contre le changement climatique avec le planting d'arbres. En 2018, par exemple, le Congo a réalisé plus de deux millions d'hectares de forêts aménagées. Mais cet effort de la République se voit chaque jour annihilé par des citoyens inciviques.

Maliche Mbou Eta (stagiaire)

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raissa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa

Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes : Marina Zodialho, Sylvie Adhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gouesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gouesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gouesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CONGO-RUSSIE

La commission mixte se tiendra les 16 et 17 décembre à Moscou

Les représentants des deux pays vont se retrouver dans la capitale russe, dans le cadre de la commission mixte de coopération. Dans une interview accordée aux Dépêches de Brazzaville, l'ambassadeur de Russie, Gueorguy Tchepik, indique qu'au nombre des dossiers à examiner, figurent les projets liés aux secteurs de la science, de l'agriculture, de l'énergie, du pétrole et de la formation des cadres civils et de la force publique.

Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : Le premier sommet des chefs d'Etat d'Afrique et de Russie vient de se tenir à Sochi. Pensez-vous que ces retrouvailles vont permettre de redynamiser la coopération entre les deux parties ?

Gueorguy Tchepik (G.T.) : Effectivement, si nous sommes arrivés à cet événement du sommet Russie-Afrique à Sochi, cela signifie que nous avons déjà effectué un grand parcours dans nos relations qui ne datent pas d'aujourd'hui. Rappelons qu'à l'époque de l'ex-URSS, la Russie avait œuvré pour conforter les aspirations des peuples africains à construire leurs Etats de façon indépendante.

En d'autres termes, l'Union soviétique a milité et participé pour l'éclosion des économies des Etats indépendants, notamment en matière de formation avec près de cinq cent mille Africains bénéficiaires. Nous avons aussi construit des établissements scolaires, près d'une centaine dont dix universités et des usines de production d'énergie, de fer, d'acier, de produits pétroliers, de bauxite. Toutes ces contributions sont significatives malgré le fait que la Russie a été pendant une certaine période absente en Afrique.

Toutefois, au début des années 2000, notre pays a renoué avec ce beau continent tant sur le plan politique, économique, culturel que dans la formation des cadres. Un retour décisif bien accueilli par l'Afrique, car nous avons effacé près de vingt milliards de dollars de dette des pays africains. Nous continuons de travailler avec les pays africains pour conclure les accords de conversion de la dette vers les investissements.

S'agissant de la formation des cadres, nous avons aujourd'hui près de dix-sept mille Africains qui étudient en Russie. Ce ne sont pas seulement ceux qui étudient grâce aux bourses octroyées par la Russie, mais aussi ceux qui

ont par leurs frais. Pour être plus précis, le nombre des boursiers s'élève à six mille. Chaque année, le Congo est en tête de ce peloton d'Etats qui sont bénéficiaires des bourses offertes par la Russie. On peut estimer à trois cents, le nombre de bourses octroyées chaque année par la Russie.

En ce qui concerne l'aide au développement de la Russie aux pays africains, celle-ci plafonne cent cinquante millions de dollars. La plus grande contribution sur le continent concerne la lutte contre la fièvre à virus Ebola. La Russie était parmi les premiers pays à réagir face à l'épidémie qui sévissait en Afrique de l'ouest. A cet effet, nous avons débloqué plus de soixante millions de dollars ; dépêché une brigade antiépidémique et mobile en Guinée et un hôpital de campagne militaire. Nous avons aussi construit et équipé un centre de recherche et de traitement des maladies épidémiques en Guinée, plus orienté dans la lutte contre Ebola, et procédé à la mise au point d'un vaccin contre la maladie.

Nous venons récemment d'accompagner la République démocratique du Congo (RDC) dans la lutte contre Ebola, à travers notamment la livraison de vaccin. Par ailleurs, la Russie contribue au maintien de la paix sur le continent africain aussi bien en tant que membre permanent de l'ONU qu'à travers des missions d'observation, notamment à l'est de la RDC, dans la région des Grands Lacs. Aussi, nous octroyons, chaque année, près de trois cents stages de formation aux cadres militaires de l'Afrique et une cinquantaine de bourses aux policiers.

Quarante-quatre chefs d'Etat africains ont pris part au sommet Russie-Afrique de Sochi, ce qui est une très bonne chose. Lors de ces assises, nous avons conclu quatre-vingt-douze contrats et accords avec les pays africains,



L'ambassadeur de Russie au Congo, Gueorguy Tchepik/Adiac

estimés à plus de quinze milliards de dollars avec des résultats bien précis. Il a été émis l'idée de créer un forum Russie-Afrique, c'est-à-dire un cadre permanent qui verra l'organisation du sommet entre les deux parties tous les trois ans. Le prochain rendez-vous des chefs d'Etat africains et russe aura lieu dans un pays africain. L'un des points forts du sommet de Sochi est la signature de l'accord entre la Commission de l'Union africaine et celle de la Communauté euro-asiatique dont la Russie fait partie. C'est une communauté douanière et économique qui planche sur les tarifs et taxes douaniers. Le sommet de Sochi a permis de relancer et dynamiser les contacts directs et échanges entre les personnes, entreprises et Etats.

L.D.B. : La Russie et le Congo ont noué leurs relations diplomatiques en 1964. Qu'en est-il actuellement de la coopération entre les deux pays ?

G.T. : Après l'établissement de leurs relations diplomatiques, la Russie et le Congo ont vécu

toute une histoire commune de coopération et d'amitié. Nous avons contribué à l'économie, l'éducation, la défense... Aujourd'hui, on doit parler du projet emblématique qui est celui de l'oléoduc. A ce jour, il porte sur le trajet Pointe-Noire-Maloukou Tréchet. Un business plan a déjà été élaboré. Nous attendons des financements qui viendront tant des banques russes que celles d'Afrique. J'espère que ce sera une réussite. Dès qu'on va finir toutes les formalités, les travaux vont commencer. Le gouvernement congolais accorde une attention particulière à ce projet.

Il y a aussi bien d'autres projets qui seront discutés lors de la commission mixte prévue à Moscou, du 16 au 17 décembre. En première ligne, les projets en matière de science, agriculture, énergie, pétrole et de la formation des cadres. Le Congo est un pays producteur d'hydrocarbures et de gaz dont la stabilité économique dépend beaucoup du secteur pétrolier. Je dois féliciter la présence de la société russe Lukoil qui est

présente au Congo depuis septembre avec près de 25% de parts dans un bloc pétrolier. Il est aussi question de discuter de la participation d'autres sociétés russes dans le secteur pétrolier congolais.

L.D.B. : Le Congo s'est engagé à diversifier son économie qui dépend des ressources du secteur pétrolier. La Russie est-elle disposée à l'accompagner dans cette bataille ?

G.T. : Oui, comme je l'ai dit, l'agriculture est un secteur de base qui nécessite un développement supplémentaire. Il y a des idées et pistes qui seront discutées lors de la commission mixte. Cela, dans le cadre d'une coopération scientifique et agricole. On présentera, lors de la commission mixte, une initiative en matière scientifique et agricole qui pourra être utilisée au Congo. Une initiative qui s'inspirera du modèle ougandais.

L.D.B. : La formation des cadres occupait une place de choix dans la coopération congolo-russe. Est-ce le cas en ce moment ?

G.T. : Bien évidemment, comme je l'ai dit dans mes précédents propos. Le Congo veut plus et en tant qu'ambassade au Congo, nous soutenons cette ambition et espérons que d'ici à 2020 ou 2021, le quota des bourses de formation va augmenter. Les résultats des étudiants sont encourageants et pour nous, c'est important de voir comment équilibrer le nombre de ceux qui poursuivent leurs études après l'obtention d'un baccalauréat et ceux qui y vont pour l'obtention d'un master ou d'un doctorat. Au nombre d'années d'études, il y a bien entendu une année de langue en Russie. Toutefois, le centre culturel russe propose des cours de langue à Brazzaville pour permettre aux étudiants de disposer d'une base en langue russe. Près de sept cents jeunes apprennent la langue dans ce centre.

Propos recueillis par Christian Brice Elion

GESTION ADMINISTRATIVE

La Fonction publique va se doter sous peu d'un manuel de procédures

Le document, sous forme d'instructions claires et précises, contiendra l'ensemble des opérations courantes à réaliser par les différentes structures du département ministériel.

L'élaboration du manuel fait l'objet d'un atelier qui réunit, du 10 au 21 décembre à Kintélé, une vingtaine de cadres du ministère de la Fonction publique. « L'amélioration de la qualité du service public se traduit par la mise en place des outils modernes capables d'accroître la performance de l'administration », a déclaré, à l'ouverture des travaux, le directeur de cabinet du vice-Pre-

mier ministre en charge de la Fonction publique, de la réforme de l'Etat, du travail et de la sécurité sociale, Josias Itoua-Yocka. Cet outil permettra, selon ce dernier, de créer les conditions favorables à la dématérialisation des procédures, base essentielle d'information du système intégré de gestion des ressources humaines. L'objectif visé, a-t-il ajouté, est de traduire le pro-

cessus opérationnel du traitement des dossiers en langage informatique.

Cet atelier s'inscrit dans le cadre des réformes de la Fonction publique engagées par le gouvernement et exécutées par le Projet intégré de réformes du secteur public (Prisp) que le Congo cofinance avec la Banque mondiale. Le Prisp vise à améliorer la collecte des recettes propres y

compris les recettes forestières. Il a également pour objectif de renforcer la gestion de la dépense publique, appuyer la mise en œuvre de la réforme des marchés publics, etc.

En dehors de l'activité qui vient d'être lancée, le Prisp est en train de former simultanément les vérificateurs de la Cour des comptes et de discipline budgétaire aux normes internationales des institu-

tions supérieures de contrôle des finances publiques. Des cadres de l'Inspection générale des finances sont, quant à eux, en train de travailler sur la validation du guide méthodologique de l'audit, élaboré par un consultant national engagé par le projet. Les agents des douanes font aussi partie des bénéficiaires des formations du Prisp.

Lopelle Mboussa Gassia

PROJET LISUNGI

Huit mille microprojets bénéficient des subventions de l'État

Le Premier ministre, Clément Mouamba, a lancé à Brazzaville, le 10 décembre, le paiement des allocations destinées à des ménages vulnérables. Cette nouvelle phase concerne principalement la ville capitale et le département du Pool.

Les bénéficiaires vont pouvoir initier des activités génératrices de revenus, notamment le petit commerce, les activités agro-pastorales, la pêche, l'artisanat et les services. Le coût d'un microprojet est plafonné à deux cent cinquante mille francs CFA, avec un décaissement en deux tranches sur la base du plan d'affaires des intéressés.

Le dispositif de paiement est assuré par la Banque postale du Congo (BPC) qui accompagne également les ménages à travers le conseil psychosocial et financier. D'après le directeur général de la BPC, Calixte Tabangoli, tout est mis en œuvre afin que les conditions d'accueil des bénéficiaires soient optimales au sein de ses agences.



Le Premier ministre remettant des enveloppes à un échantillon de bénéficiaires/Adiac

« Le lancement de cette opération est un événement d'une grande portée sociale et économique car nous touchons-là au cœur de l'action sociale en impactant le fléau de la pauvreté. Durant ces cinq jours, les guichets de la BPC procéderont au versement des allocations à environ cinq mille ménages pauvres à Brazzaville, soit sept cent vingt-huit millions francs CFA, à quatre mille cinq cents familles à Pointe-Noire, soit une enveloppe de plus de six cent soixante-quinze millions francs CFA »,

à Pointe-Noire, soit une enveloppe de plus de six cent soixante-quinze millions francs CFA », a fait savoir Calixte Tabangoli.

Seize circonscriptions d'action sociale sont ciblées par ce projet de filets sociaux, à savoir Brazzaville, Pointe-Noire ainsi que la Cuvette, le Niari, les Plateaux et le Pool. Ce programme de réduction de la pauvreté est cofinancé par le gouvernement congolais, la Banque mondiale et l'Agence française de développement.

Des partenaires sur lesquels compte la ministre des Affaires sociales et de l'action humanitaire, Antoinette Dinga-Dzondo, pour étendre l'assistance aux ménages vulnérables de la Likouala. Mais pour la tutelle, le versement des allocations est avant tout la concrétisation de la promesse du chef de l'État. « Le financement de huit mille projets générateurs de revenus avait été annoncé par le président Denis Sassou N'Guesso, le 29 décembre 2018, devant les deux chambres du parlement réunies en congrès », a-t-elle rappelé.

La ministre a expliqué que le ralentissement qu'a connu le projet à un moment donné était dû, en partie, au lancement des nouvelles procédures d'enregistrement. Il fallait, selon Antoinette Dinga-Dzondo, sensibiliser les ménages enregistrés au Registre social unique (RSU) ; les inscrire au programme des potentiels bénéficiaires au RSU ; réaliser les enquêtes de vulnérabilité aux domiciles des ménages ; sélectionner les bénéficiaires ; valider des projets et former les ménages sur la gestion des activités.

Fiacre Kombo

PRÉAVIS DE GRÈVE DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Le gouvernement entame les pourparlers avec les syndicats

La plate-forme syndicale de l'éducation nationale (PSEM) s'est concertée, le 9 décembre à Brazzaville, avec le gouvernement sur la situation liée aux problèmes que rencontrent les enseignants congolais.

La rencontre entre les syndicats de l'éducation nationale et le gouvernement, représenté par le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, Antoine Thomas Nicéphore Fylla de Saint-Eudes, a permis aux représentants des enseignants d'exposer leurs revendications.

En effet, ces syndicats avaient émis un préavis de grève depuis le 29 novembre, une manière d'inviter l'Etat à donner des réponses exactes à leurs doléances. C'est dans ce contexte que Nicéphore Fylla de Saint-Eudes les a entretenus dans son cabinet.

Les représentants des enseignants souhaitent que certains points comme le non-paiement des bourses aux enseignants volontaires affectés dans les différents départements; la non application de la recommandation n°11 du communiqué final



Nicéphore Fylla de Saint-Eudes en négociation avec les syndicats des enseignants/Adiac

de la dernière session du dialogue social, du 17 au 18 mai dernier, sur le rétablissement des salaires suspendus des enseignants réintégrés ; la suspension unilatérale du paiement des rappels des soldes d'activité dus aux enseignants depuis 2015 ; la

promotion du statut particulier ainsi que les affectations arbitraires et bien d'autres soient résolus dans les brefs délais.

Selon eux, l'ouverture des négociations bipartites entre les syndicats et les autorités sur le préavis de grève est un

pas vers la résolution de ces problèmes socioprofessionnels. « Nous avons été appelés par le ministre Fylla, pour commencer les négociations sur notre préavis de grève qui a été lancé le 29 novembre 2019. Il était question que le gouver-

nement et nous puissions discuter sur des questions liées aux revendications socio-professionnelles des agents de l'éducation nationale. Etant donné que certains collègues sont absents, nous reviendrons jeudi ou vendredi pour poursuivre les débats », a laissé entendre Gabriel Mahinga, porte-parole de la plate-forme syndicale.

Les doléances posées étant interministérielles, Nicéphore Fylla de Saint-Eudes a demandé aux syndicats de revenir dans les prochains jours en attendant l'arrivée du vice-Premier ministre, du ministre de l'Enseignement primaire et secondaire et celui du budget qui sont en mission.

Il s'est, par ailleurs, engagé, au nom du gouvernement, à travailler avec toutes les parties afin de trouver des solutions aux différents problèmes évoqués par les syndicats.

Rude Ngoma, Christ Bissila Pondo et Maliche Mbou-Eta (stagiaires)

FORMATION PROFESSIONNELLE

Quatorze élèves de l'Institut technique de banque reçoivent leurs diplômes

Parmi les lauréats, huit ont satisfait au diplôme de management de banque et six ont obtenu le brevet professionnel. Ils ont été honorés à Brazzaville, le 7 décembre, lors d'une cérémonie patronnée par le parrain de la troisième promotion, le Premier ministre, Clément Mouamba.



Le Premier ministre remettant les diplômes aux lauréats/Adiac

Les heureux récipiendaires ont bénéficié pendant deux ans d'une formation théorique et des exercices pratiques. L'Institut technique de banque (ITB), branche du Centre de formation de la profession bancaire (CFPB), représenté au Congo par Lilian Ndenguet, est une école de management.

L'occasion était tout indiquée pour les représentants de l'association des diplômés de l'ITB de vanter la qualité de la formation et le réseau qu'ils ont pu créer autour de la profession de banquier. Lilian Ndenguet a assuré que le réseau va continuer à militer en faveur de l'amélioration de la qualité de la formation des cadres congolais dans le domaine bancaire.

Un engagement que soutient

le ministre de l'Enseignement technique, professionnel et de la formation qualifiante, Antoine Nicéphore Thomas Fylla Saint-Eudes. Selon la tutelle, l'ITB constitue un maillon essentiel dans la formation des futurs cadres supérieurs aptes pour accroître les compétitivités de leurs banques.

C'est également le vœu du parrain de la promotion qui a salué un excellent modèle de formation continue. Le Premier ministre a invité les cadres du secteur financier du Congo à œuvrer au développement de leur domaine d'activités et leur a demandé de suivre l'exemple de leurs aînés. « *Le métier de banquier est en pleine mutation et où les risques sont permanents. Je vous invite à vous former afin de vous adap-*

ter à la nouvelle donne », a fait savoir Clément Mouamba.

Le diplôme de l'ITB est professionnel et répond de la tutelle de l'Enseignement professionnel. Gabin Endzongo, le major de la promotion de diplômés de management, et son camarade Yvon Registre Oyendze sont deux des récipiendaires de la formation ITB de cette année. Ils pensent que ces diplômes ne sont qu'une étape dans leurs carrières car le vrai challenge c'est de mettre en valeur les enseignements acquis. Notons lors de la cérémonie la présence remarquée du ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean Richard Itoua, du directeur national de la Banque centrale, ainsi que des délégués des institutions partenaires.

Fiacre Kombo

MILIEU CARCÉRAL

Des mineurs détenus dans des mauvaises conditions

La dénonciation a été faite, le 9 décembre à Brazzaville, lors de la journée de réflexion initiée par l'organisation non gouvernementale Action des chrétiens pour l'abolition de la torture au Congo (Acat), que dirige Christian Loubassou.

Les mauvaises conditions de détention des mineurs au Congo ont été décriées par les différents intervenants, notamment le président de l'Acat, Christian Loubassou, dans sa communication sur « *La problématique du respect des garanties judiciaires chez les détenus mineurs : cas des prisons de Brazzaville et de Pointe-Noire* ». Il a expliqué que d'après l'enquête réalisée en juillet et août de l'année en cours, les cas de détention des mineurs concernent le viol, le vol, le meurtre et coups volontaires, association des malfaiteurs et bien d'autres.

Selon lui, le principe de garde-à-vue n'est pas respecté en ce qui concerne les mineurs qui n'ont droit à un jour au lieu de soixante-douze heures comme le révèle l'enquête. Ces enfants sont privés de liberté sans que certaines règles soient respectées comme le droit de recevoir des soins. Ils subissent des tortures dans les commissariats et sont privés de loisir, de matériel didactique, d'éducation ainsi que de toute forme de soutien psychologique, physique et juridique dont ils pourraient avoir besoin, à en croire Christian Loubassou.

La présidente du Tribunal des enfants, Nathalie Makani-Nka, a renchéri dans sa communication sur « *La problématique de détention des mineurs en République du Congo : état des lieux et perspectives* », montrant que les conditions de détention au Congo ne remplissent pas les critères internationaux. Au total, a-t-elle fait savoir, quatre-vingt-cinq enfants sont incarcérés à la maison d'arrêt de Brazzaville dont quarante-quatre sont des récidivistes. Elle a, par ailleurs, indiqué que les enfants sont incarcérés non pour recevoir des sanctions mais pour l'éducation. « *Les mineurs sont parfois enfermés avec les adultes à la maison d'arrêt par manque de centre de détention des mineurs. Ils vivent dans de mauvaises conditions d'hygiène, souffrent des maladies de la peau et ne bénéficient pas d'une prise en charge des psychologues et bien d'autres* », a-t-elle déploré.

Les orateurs ont émis le souhait d'une prise en charge pour ces mineurs en épargnant personne du droit à l'éducation car à la maison d'arrêt, ce ne sont que des mineurs en classe des examens qui ont droit à la poursuite de leur scolarité.

La journée réflexion a été organisée sur le thème « Trente ans après l'adoption de la convention internationale des droits de l'enfant, quelles garanties pour les détenus mineurs en République Congo ? », en prélude à la célébration de la Journée internationale des droits de l'homme et en rapport avec le trentième anniversaire de l'adoption de la convention internationale des droits de l'enfant. L'objectif a été de sensibiliser les acteurs de la société civile, institutionnels, le personnel judiciaire et bien d'autres à la Convention internationale des droits de l'enfant (Cide) et particulièrement aux droits des détenus mineurs.

Lydie Gisèle Oko

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Une réflexion menée sur le devenir professionnel des diplômés

Un séminaire atelier sur la construction de la relation université-école/entreprise s'est ouvert à l'Ecole supérieure de gestion, d'administration et des entreprises (ESGAE) à Brazzaville, le 10 décembre. L'objectif partagé est d'instituer un dialogue permanent entre le monde socio-économique et le monde universitaire.

Organisé par l'Agence universitaire francophone (AUF), le séminaire atelier de deux jours vise, d'une manière plus générale, à faire un état des lieux du partenariat établissements de l'enseignement supérieur-entreprises en République du Congo ; sensibiliser les deux parties à la nouvelle stratégie de l'AUF 2017-2021 et, enfin, mettre en place un organe permanent de concertation enseignement supérieur-entreprises.

Ce séminaire atelier répond à l'observation du marché de l'emploi dans le pays qui révèle, d'une part, un niveau élevé de chômage (notamment celui des jeunes diplômés) et, d'autre part, une inadéquation

entre la formation et l'emploi. En effet, certaines formations spécialisées ne sont pas offertes par les établissements d'enseignement supérieur parce que les besoins ne sont pas toujours clairement exprimés par les entreprises. Cette situation est la résultante d'un manque de synergie entre le monde académique et celui du travail.

Aussi, les établissements d'enseignement supérieur soutenus par l'AUF souhaitent dynamiser la relation entre eux et leur environnement socio-économique. Cette dynamisation passe par l'institutionnalisation d'une instance de concertation nationale, plate-forme qui permettra d'intensifier le dialogue

université-entreprise; d'assurer une réelle adéquation des cursus de formation avec les besoins de développement et de diversification de l'économie du pays.

« *Le triptyque université-école-entreprise doit contribuer à renforcer l'adéquation formation emploi, levier indispensable de gagner la bataille de l'employabilité. C'est en construisant cette relation que nous parviendrons à bâtir les passerelles indispensables en vue de décloisonner ces environnements qui doivent concourir au futur des apprenants* », a précisé, dans son discours d'ouverture, le ministre de l'Enseignement supérieur, Bru-

no Jean Richard Itoua.

Il a poursuivi qu'il s'agit d'une co-construction, fondée sur une relation qui doit être non seulement solide mais également dynamique, adaptée aux évolutions et aux exigences qu'impose l'environnement social, économique et technologique. Cette relation, a-t-il expliqué, doit être matérialisée à travers des outils de collaboration tels que des accords et conventions de partenariat et de coopération, le tutorat, la mobilité, etc. Il s'agit de mettre ensemble trois grandes entités de formation et de création de richesses, à savoir université-école-entreprise autour d'un objectif commun en vue de contribuer au développe-

ment du pays. Le responsable du Campus numérique francophone de Brazzaville, Achille Benjamin Somba, en a précisé les attentes par rapport aux différents thèmes qui seront développés : « *Cette stratégie a pour ambition d'apporter des réponses au triple défi auquel sont confrontés l'espace universitaire francophone en général et nos établissements du Congo en particulier. Ils sont neuf, trois fois, trois grands axes pour chacun des trois grands défis : la qualité ; l'employabilité et le devenir professionnel et social de nos diplômés ; le rôle de nos établissements dans le développement global et durable* ».

Guillaume Ondzé

FÊTES DE FIN D'ANNÉE

Ambiance morose dans les marchés de Brazzaville

A deux semaines des festivités marquant la fin de l'année, l'engouement n'est pas du tout au rendez-vous dans les différents marchés de la capitale congolaise. Les allées sont aérées, les boutiques peu envahies. Malgré tout, les commerçants, assez enthousiastes, espèrent pouvoir liquider leurs marchandises déjà en stock depuis un moment.

« Au départ pendant cette période, on avait du mal à voir le bout des allées du marché, tellement qu'elles étaient envahies par des clients. Actuellement, le marché est désert et l'on sent que la motivation festive n'est pas encore au rendez-vous », a lancé une vendeuse au marché Poto-Poto, le troisième arrondissement, souhaitant garder l'anonymat.

En effet, à quelques jours des préparatifs de Noël et de la Saint-Sylvestre, les marchés sont moins embouteillés. Le déplacement censé être pénible est bien loin d'être le cas. Les vendeurs, déjà en possession de leurs marchandises, attendent toujours l'arrivée des clients en quête des articles de fêtes, notamment les jouets, les guirlandes, les sapins, les ballons dégonflables, les vêtements, les accessoires, etc.

« Normalement, l'approche des fêtes de fin d'année se fait ressentir dans les rues, les boutiques et dans les foyers. Pour moi, cette période de préparatifs s'avère très froide », a déclaré une cliente croisée dans le marché.

Moment de retrouvailles, de joie, de partage en famille, cette période de l'année, autre fois mouvementée, magique et festive, ne semble plus ren-



Une allée déserte au marché de Poto-Poto

voyer les mêmes vibrations et reste encore bien froide. Dans certains coins de la ville, il devient difficile de savoir que les fêtes approchent à grand pas. Rares sont quelques magasins se trouvant au bord de la route qui se parent des décorations de Noël et de Nouvel An.

« Le climat en ce moment est très timide. La liquidation des articles évolue en dents de scie, rares sont les clients qui viennent acheter un article et partent, la plupart se contentent de se renseigner sur les prix », a indiqué Jean Clair, vendeur au marché Poto-Poto, ajoutant que « le salaire perçu dernièrement a été un moyen pour la plupart des ménages de se débarrasser de leurs dettes accumulées. Ils espèrent recevoir quelque chose avant la fin du mois, afin de se lancer dans l'accoutumée des préparatifs ».

Achille Augustin, vendeur au marché Total, dans le deuxième arrondissement Bacongo, de renchérir : « Cette année s'annonce un peu différente. Les ventes ne sont pas encore satisfaisantes. Si d'ici au 25 décembre cette ambiance reste aussi morose, nous, commerçants, aurons du mal à liquider nos stocks ».

Gloria Imelda Lossele

Aérco organise une exposition vente d'œuvres d'art au profit des voyageurs

L'activité, ouverte le 10 décembre dans le salon Ebène et dans le hall départ de l'aéroport international Maya-Maya, s'inscrit non seulement dans le cadre des festivités marquant la fin de l'année, mais aussi pour permettre aux voyageurs d'acheter des cadeaux à offrir aux leurs.

Les festivités de fin d'année permettent d'apporter de petits souvenirs dans sa valise. Ainsi, les voyageurs pourront se procurer des produits typiquement congolais, exposés dans le salon Ebène et dans le hall départ de l'aéroport international Maya-Maya, a expliqué le directeur général des Aéroports du Congo (Aérco), Daniel Lefebvre.

Pour lui, il est important de don-

ner aux passagers l'idée qu'il y a des artistes nationaux de talent. Il s'agit, a-t-il poursuivi, de mettre en valeur les artistes congolais et de les aider à vendre à travers cette exposition. Les passagers pourront ainsi, a-t-il dit, acheter leurs peintures. Le but de Aérco est de promouvoir les produits

locaux au même titre que les produits régionaux.

« L'idée c'est aussi de faire des cadeaux à ses proches pendant cette période des fêtes de fin d'année. Quelqu'un qui rentre peut acheter ces marchandises en souvenir du Congo. Nous pourrions reprendre cette ex-

position, en tenant compte du succès qu'elle aura, et nous déterminerons s'il faut changer de peintres pour donner la chance à tout le monde. C'est dans cet esprit qu'on l'organise au niveau de l'Aérco », a précisé Daniel Lefebvre

L'école de peinture de Poto-Po-

to a choisi elle-même d'exposer dans le salon VIP. Le directeur général d'Aérco justifie cette faveur par le talent des artistes de cette école. « Depuis six mois que je suis arrivé au Congo, j'ai déjà acheté deux tableaux de l'école de peinture de Poto-Poto, parce que je trouve que cette peinture est très réaliste et met en valeur la vie des villages et des scènes de la vie courante au Congo. Nous, les Européens, aimons beaucoup cette façon de transcrire la vie quotidienne. Je suis très content de cette peinture », a-t-il expliqué.

Une initiative saluée par les artisans

L'organisation de l'exposition a été saluée vivement par les artisans. C'est le cas de Nouchkat Kanka, représentante du stand Africashop boutique, spécialisé dans la vente des produits locaux et africains en général. « Cette exposition est une ouverture à l'entrepreneuriat et à la vulgarisation des produits africains. C'est également une fenêtre, sinon une vitrine touristique pour inviter les Congolais à aimer et consommer leurs propres produits », a-t-elle estimé.

Bruno Okokana



Le marché de Noël à l'aéroport international Maya-Maya/crédit photo Aude May

« Depuis six mois que je suis arrivé au Congo, j'ai déjà acheté deux tableaux de l'école de peinture de Poto-Poto, parce que je trouve que cette peinture est très réaliste et met en valeur la vie des villages et des scènes de la vie courante au Congo.

Nous, les Européens, aimons beaucoup cette façon de transcrire la vie quotidienne. Je suis très content de cette peinture »,

PANDÉMIE DU SIDA

Des pairs éducateurs formés au dépistage démedicalisé

Le stage sur une nouvelle forme de dépistage qui consiste à aller vers la population qui a parfois peur de se diriger vers les structures sanitaires a été lancé officiellement, le 10 décembre, à Brazzaville.

L'objectif est de contribuer à l'amélioration de l'offre du dépistage du VIH/sida par le renforcement des capacités des pairs éducateurs des organisations de la société civile et mener un plaidoyer auprès des partenaires gouvernementaux, techniques et financiers pour lever les barrières juridiques et politiques du dépistage communautaire.

La formation vise également à renforcer les capacités de ces pairs éducateurs pour être habiles à assurer le dépistage rapide du VIH/sida, à rendre le dépistage plus accessible à la population clé et autres vulnérables ainsi qu'à assurer la gestion des déchets biomédicaux.

La pandémie du VIH/sida est alarmante au Congo. Le taux de prévalence est de 3,2% d'après l'enquête séroprévalence et sur l'indicateur du sida 2009, dont la tranche d'âge varie de 15 à 49 ans. Les disparités oscillent entre 1,5% et 4,8% d'un département à un autre. Les catégories de personnes les plus exposées à la maladie sont notamment les hommes ayant des rapports



sexuels avec d'autres hommes (HSH), dont la prévalence est estimée à 41, 2% et 8, 1% chez les professionnelles de sexe. D'après l'enquête comportementale réalisée par la direction exécutive du Conseil national de lutte contre le sida en 2017, couplée à la sérologie VIH chez les personnes séropositives, les HSH, la population carcérale et les consommateurs de drogues

injectables, 18, 1% des femmes enceintes attendues en 2016 ont bénéficié d'un dépistage du VIH, soit 20% contre 80% prévu par l'objectif d'accès universel. Le Congo est confronté aux problèmes de disponibilité en ressources humaines en santé. Il connaît un obstacle majeur en matière de fourniture de soins et de services ainsi que dans la prise en charge, lié aux ruptures

Les pairs éducateurs et les officiels/DR des antirétroviraux et de médicaments contre les infections opportunistes.

La formation est organisée du 10 au 13 décembre, par l'Association des pairs des jeunes positifs du Congo (AJPC) que dirige Esmo Valerie Maba, avec l'appui technique du comité de la plate-forme de l'Afrique de l'est et du centre (Pace), présidée par Jeanne Gapiya. Les

travaux ont été ouverts par la directrice de cabinet par intérim au ministère de la Santé et de la population, Cornélie Gabrielle Adou Ngapi.

La première journée a été marquée par des allocutions et du témoignage de la présidente de la Pace, du Burundi, également personne vivant avec le VIH depuis trente-trois ans ainsi que sur les notions de base sur la maladie.

Flery Bassaka, représentant la présidente de l'AJPC, a indiqué que le dépistage est une porte d'entrée pour atteindre les objectifs fixés par l'Onusida 90-90-90. « Le dépistage démedicalisé permet de trouver le VIH là où il se cache, d'accroître l'offre de dépistage dans nos communautés afin de contribuer efficacement dans l'atteinte de ces objectifs 2030 : mettre fin au VIH », a-t-il déclaré. Cornélie Gabrielle Adou Ngapi a assuré les participants de l'appui du gouvernement dans la lutte contre la pandémie du VIH/sida, dans son allocution d'ouverture.

Lydie Gisèle Oka

VIE ASSOCIATIVE

La Carc met en place son nouveau bureau exécutif

Les membres de la Coordination des associations des retraités du Congo (Carc), particulièrement les pensionnés de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), ont élu, le 7 décembre à Brazzaville, lors d'une assemblée générale, la nouvelle équipe dirigeante de leur organisation.

Présente dans tous les arrondissements de Brazzaville ainsi que dans plus six départements du Congo, la Carc milite pour le bien-être de ses membres et le paiement régulier des pensions. Le nouveau bureau élu par les délégués de chaque arrondissement et département aura la lourde tâche, pendant les quatre prochaines années, de lutter pour le paiement des arriérés de pension et rentes. Composé de treize personnes, ce bureau est dirigé par Félix Tendi, secondé par Marcel Dimi, suivi de Jean-Pierre Yama, Léandre Keya, Clément Ampion, Pierre Pango, Marianne Nhandounou,

Michel Ngassaki et Christophe Loufoutou. Jean Goma, Emmanuel Ngakosso, Florent Babelé ainsi que Jean-Pierre Massamba en font également partie.

« Cette plate-forme est un canal pour les retraités de demander leurs arriérés de pensions gelés au Trésor public. L'argent versé par les employeurs pour la paie des retraités est toujours confisqué anarchiquement. Le gouvernement doit savoir que ce n'est pas le bénéfice réalisé par la CNSS mais le fruit de la sueur du front des travailleurs, épargné dans le cadre de la conservation des moyens



Les membres du nouveau bureau de la Carc/Adiac

d'existence, utile à leur âge invalide. Ayant atteint

cet âge, ils sont confrontés à la privation de jouissance de leurs droits acquis. Nous poursuivons la lutte jusqu'à obtenir notre argent car nombreux sont mort sans le percevoir », a déclaré Félix Tendi.

Au terme de l'assemblée générale, les participants ont formulé trois recommandations à l'endroit du gouvernement. Il s'agit notamment

de l'élaboration du calendrier de paiement progressif des arriérés de pensions, rappels et rentes en vue de sa prise en compte dans le budget de l'Etat, exercice 2020; la relance du dégel des avoirs de la CNSS au Trésor public; l'exécution de l'alinéa 2 de la recommandation n°4 du communiqué final du forum sur la retraite au Congo.

Rude Ngoma

« Cette plate-forme est un canal pour les retraités de demander leurs arriérés de pensions gelés au Trésor public. L'argent versé par les employeurs pour la paie des retraités est toujours confisqué anarchiquement. Le gouvernement doit savoir que ce n'est pas le bénéfice réalisé par la CNSS mais le fruit de la sueur du front des travailleurs, épargné dans le cadre de la conservation des moyens d'existence, utile à leur âge invalide. Ayant atteint cet âge, ils sont confrontés à la privation de jouissance de leurs droits acquis. Nous poursuivons la lutte jusqu'à obtenir notre argent car nombreux sont mort sans le percevoir »

EDUCATION

L'ambassade d'Allemagne offre des livres aux établissements scolaires

Les cérémonies respectives de remise des ouvrages se sont déroulées, le 9 décembre, à Brazzaville aux lycées Chaminade et de la Révolution, en présence du directeur de cabinet du ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Adolphe Mbou Maba.

Les livres de la nouvelle édition, d'une valeur de quatre millions de francs CFA, sont destinés aux apprenants de la langue allemande. Dans son allocution de circonstance, l'ambassadeur d'Allemagne, Klaus Peter Schick, a souligné la nécessité de renforcer la coopération entre son pays et le Congo dans le domaine de l'apprentissage de cette langue. « Partout, nous voulons soutenir et accompagner les garçons, les jeunes femmes et les jeunes hommes qui se battent avec difficultés pour apprendre la langue allemande, et chaque enseignant qui les mène dans cet effort et chaque proviseur qui offre l'allemand à son lycée », a déclaré l'ambassadeur d'Allemagne au Congo. Devant les proviseurs, enseignants et élèves des deux lycées, le diplomate a chaque fois exprimé son souhait de voir les ouvrages être utili-



Klaus Peter Schick présentant un échantillon du don aux responsables et élèves du lycée Chaminade/Adiac

sés à bon escient. « Mettez les livres en action. Ils sont précieux et nouveaux, et j'espère qu'ils seront vieillissés et surtout bien usés lorsque nous vous rendrons visite la prochaine fois. Ces livres

veulent voir la lumière des salles de classe chaque jour, chaque semaine. L'allemand n'est pas en concurrence avec l'anglais ou l'espagnol ou le chinois. Plutôt, nous offrons un grand

avantage aux jeunes », a indiqué l'ambassadeur. Conscient de la difficulté du chemin à parcourir, Klaus Peter Schick pense qu'il est nécessaire de faire preuve de « l'initiative, de la flexibilité

et les moyens avant qu'on commence finalement les études au pays de Mercedes Benz ». Dans les pays voisins comme le Gabon et le Cameroun, il a fait savoir que cela marche déjà très bien. « Le Gabon envoie des groupes des étudiants en Allemagne chaque année. Et les Camerounais sont le plus grand groupe des Africains aux universités allemandes », a-t-il révélé.

A l'issue de la remise officielle des livres, les proviseurs des deux lycées ainsi que leurs élèves ont salué tour à tour l'initiative de l'ambassade d'Allemagne, estimant que ces ouvrages permettront aux élèves de perfectionner leur niveau en langue allemande qui, rappelons-le, est enseignée dans sept lycées de Brazzaville. Environ mille enseignants s'en sont inscrits.

Yvette Reine Nzaba

IATA

HARIOM TRAVELS
Agence de VOYAGES et de TOURISME

- Vente de Billets d'avion
- Assistance voyage
- Visas
- Reservation Hôtels
- Location de voitures

SÉJOUR TOURISTIQUE À **DUBAI**

Le monde est

POINTE NOIRE: Tél.: +242 05 555 55 79 - 04 485 09 09
E-mail: salespnr@hariomtravels.net
BRAZZAVILLE : Tél.: +242 05 302 67 86 - 04 431 03 50
E-mail: salesbzbv@hariomtravels.net
www.hariomtravels.net

BUROTEC

Un fournisseur unique pour votre bureau

hp
lenovo
ASUS APC acer
Canon
DELL

Agence Pointe-Noire
98, Bd Charles de Gaulle - B.P. 828
Pointe-Noire - République du Congo
Tél. : 05 537 14 46 / 05 537 14 47 / 22 294 08 04
contact@burotec.biz / sales@burotec.biz

Agence Brazzaville
Rond point de la gare, immeuble Airtel, Centre-Ville
Brazzaville - République du Congo
Tél. : 05 537 14 71 / 05 537 14 75
contactbzbv@burotec.biz / salesbzbv@burotec.biz

www.burotec.biz

CINÉMA

«Le dernier poumon du monde», un film documentaire de Yamina Benguigui

L'ancienne ministre déléguée à la Francophonie a réalisé un documentaire de 55 mn en vue de la sensibilisation autour de la forêt tropicale, deuxième poumon de la planète après l'Amazonie, traversée par le majestueux fleuve Congo long de 4700 km.

Alors que la récente actualité présentait l'Amazonie en proie aux flammes, la réalisatrice Yamina Benguigui alerte, dans son film, l'opinion internationale sur la situation du deuxième poumon du monde qui menace de disparaître. « Certes, il y a une prise de conscience mais ça ne suffit pas », prévient la réalisatrice. Avec beaucoup de pédagogie, le film explique comment, alors qu'elle n'est responsable que de 4 % des émis-

lais et britanniques a découvert, en 2017, au cœur de ce poumon, à Ekolo Mguma, dans la région de la Likouala-aux-herbes, en République du Congo, une tourbière et ses milliards de tonnes de carbone. L'espoir est cependant permis depuis qu'elle a été décelée. C'est la plus grande tourbière jamais découverte sur terre : âgée de 10 000 ans, elle s'étend sur 145 000 km² et séquestre plus de trente milliards de tonnes de car-



Fleuve Congo/Dr P. Robert

Une véritable bombe à retardement pour l'environnement si l'endroit est livré aux appétits des entreprises forestières et à l'agriculture industrielle.

sions de gaz à effet de serre, l'Afrique est le continent qui en subit le plus les conséquences. Une menace qui s'observe surtout dans ce bassin qui couvre une dizaine de pays.

Mais il est aussi un documentaire choc qui alerte à propos d'une véritable « bombe environnementale » au cœur de la forêt du Congo, où se trouverait une tourbière menaçant de libérer trente milliards de tonnes de carbone.

Ainsi, dans le Bassin du fleuve Congo, le plus grand bassin hydraulique mondial après celui de l'Amazonie, une équipe de chercheurs congo-

bone, soit l'équivalent de trois années d'émissions mondiales de gaz à effet de serre.

La réalisatrice s'est rendue dans cette zone de la République du Congo et en a ramené d'époustouflantes images vues du ciel d'une forêt éblouissante de beauté que des riverains du fleuve Congo et d'autres militants écologistes essaient de défendre au mieux de leurs possibilités.

Mais ici, le combat contre le réchauffement climatique semble encore plus titanique qu'ailleurs, constatent les experts du climat.

Pour Philippe Dupuis-Mendel, pro-

ducteur du documentaire, « la volonté de Yamina Benguigui n'était pas de réduire ce documentaire à un sujet d'actualité brûlant mais de l'inscrire dans une histoire

où le savoir ancestral rejoint les recherches contemporaines des scientifiques pour nous faire comprendre l'ampleur du danger ». Et de confier que : « Produire «Le der-

nier poumon du monde», c'est mon humble participation à un combat écologique planétaire qui nous concerne toutes et tous ».

Marie Alfred Ngoma

Un film bâti sur les témoignages des riverains du fleuve Congo

Au-delà des images magnifiques de la forêt congolaise, la grande force du film documentaire de Yamina Benguigui réside dans les témoignages des hommes et des femmes - enseignants, chercheurs, étudiants, pêcheurs, agriculteurs - des rives du fleuve Congo.

En une cinquantaine de minutes, tout est dit dans ce film pédagogique et convainquant qui démarre dans une salle de l'Université Marien-Ngouabi où Suspense Averti Ifo, enseignant chercheur en écologie, édifie ses étudiants sur les gaz à effet de serre. « L'Afrique ne participe que pour 4% des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère mais elle est le premier continent qui en subit les effets des changements climatiques », rappelle l'en-

tiques tout en respectant les usages. C'est ainsi que le documentaire pose aussi ses caméras au bord du fleuve et filme ces femmes lavant leur linge dans le fleuve ou travaillant la terre. Alertées, sensibilisées, elles changeront leurs habitudes.

Le Bassin du Congo, poumon de la planète

On sait aujourd'hui qu'aucun écosystème terrestre n'échappe aux effets des changements climatiques.

avec l'Université Marien-Ngouabi : « Nous les avons trouvées mais nous ne savons pas comment elles fonctionnent, pourquoi elles se sont formées de cette manière, ce qui se passera dans le futur, quel sera l'impact sur le changement climatique et ce qu'il se passera si quelqu'un les draine ».

Séquestrer le monoxyde de carbone

Séquestrer le monoxyde de carbone de l'atmosphère est un enjeu mondial, et ces tourbières permettent de le faire. Là est le message clé de ce film. D'où la nécessité de ne pas aggraver le problème en les détruisant. Autant dire que la région centrale du Congo peut jouer un rôle essentiel dans ce processus.

« Tout cela veut dire que la contribution de l'Afrique à la lutte contre le changement climatique est énorme. Les études ont montré que ces écosystèmes sont intacts, cela est aussi lié au fait que nos populations dégradent ou déforêtent peu », insiste Jean Dinga, en dressant un parallèle explicite : « Dans un glacier, le carbone est sécrété par les couches de glace. Si cette glace fond, le carbone se libère. Le principe est le même au niveau des tourbières. Si l'on détruit la végétation autour des tourbières, on libérera le carbone sécrété dans cette zone. Et si tout s'échappe dans le pire scénario, ce sera l'équivalent de trois ans d'émissions mondiale de CO₂, ou en d'autres termes, vingt ans d'émissions carbone des Etats-Unis ». Un propos alarmiste relayé par Simon Lewis : « Nous savons qu'il y a trente milliards de tonnes de carbone en Afrique centrale qui doivent rester dans le sol, c'est le travail de tout le monde mais les personnes clés sont les locaux qui vivent sur place. La tourbière est intacte, parce qu'ils l'ont utilisé de façon durable. Ce sont eux qui devraient avoir le plus de poids concernant l'avenir de cette région ». Le Congo a préservé ses écosystèmes. Maintenant, c'est à la communauté internationale d'aider à préserver ce capital.

M.A.N.

La responsable climat de l'ONU exhorte les ministres à faire plus à la COP25

« Nous allons dans la mauvaise direction » : la responsable climat de l'ONU, Patricia Espinosa, a exhorté le 10 décembre, les ministres venus à Madrid pour la deuxième semaine de la COP25 à s'entendre pour boucler les négociations sur la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

Rappelant les paroles du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, pour qui le monde se trouve à un tournant et doit choisir entre l'espoir d'un monde meilleur en agissant maintenant de façon radicale ou la capitulation, Patricia Espinosa a lancé un avertissement. « Nous n'agissons pas assez vite pour entraîner une transformation radicale de la société et les gouvernements continuent de subventionner les énergies fossiles », a-t-elle regretté, mardi matin, à l'ouverture du segment ministériel, qui fait suite à plus d'une semaine de pourparlers techniques.

Les Etats membres de la conférence de l'ONU sur le climat doivent boucler, en théorie d'ici à vendredi soir, des négociations sur plusieurs points litigieux pour l'application pratique de l'Accord de Paris de 2015.

L'un d'entre eux porte sur les marchés carbone. « Nous savons qu'un important travail technique restera à l'avenir sur ce point mais un accord à Madrid est crucial », a insisté Patricia Espinosa.

Les quelque deux cents signataires de l'Accord de Paris, qui vise à limiter le réchauffement à maximum +2°C, sont pressés de toute part pour accélérer leurs actions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et limiter les dévastateurs annoncés par les scientifiques.

AFP



Rapides du Djoué/Dr P. Robert

seignant. Avec des conséquences multiples et méconnues dans la vie des Congolais. « Le soleil excessivement fort influe sur le fleuve qui devient plus chaud, et influe sur le poisson obligé de chercher plus loin dans les profondeurs », témoigne Romuald Ekola de la coopérative des pêcheurs de Mpila, sur les rives du fleuve Congo. « Les herbes du fleuve sont les cages des ressources de l'eau du poisson. On enseigne à l'enfant de ne pas priver le poisson de sa cage donc de ne pas couper l'herbe, les roseaux, qui permettent aux poissons de se développer », conseille-t-il.

Sagesse Chakaka, également membre de la coopérative, en donne l'explication : « L'herbe produit de l'oxygène, si vous détruisez cet écosystème c'est le chaos ! », mais tempère aussi le propos : « En Afrique, beaucoup de gens ne connaissent pas le mot écologie. Ils ne savent pas ce que cela veut dire. Il faut apprendre ce qu'est l'écosystème ». Et relayer les messages, expliquer les bonnes pra-

Le Bassin du Congo, constitué de fleuves, de forêts et de tourbières, en devient la clé. A ce sujet, Jean Dinga, hydrologue de l'Université Marien-Ngouabi qui a travaillé sur ce programme de recherche, explique le principe de la tourbière : un substrat marécageux, immense marécage, mélange de boues et d'eau, dans lesquelles ne vit que la population autochtone... « La tourbe c'est cette accumulation de vieilles feuilles qui se décomposent lentement du fait de l'humidité de la forêt », indique-t-il.

Sur plus de 145 000 km², d'une superficie dépassant celle de l'Angleterre, cette tourbière tropicale, la plus grande au monde, s'est formée il y a dix mille ans et stocke trente milliards de tonnes de carbone... « Une véritable bombe à retardement, un trésor empoisonné à protéger sous peine d'accélérer le changement climatique », prévient le chercheur. Un propos relayé par Simon Lewis, enseignant-chercheur de l'université de Leeds, qui a mené cette mission

COMMERCE

Les pays ACP redéfinissent leur vision pour avancer vers le multilatéralisme

Réunis du 9 au 10 décembre à Nairobi, au Kenya, pour le neuvième sommet de l'organisation, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'espace ont réfléchi à la possibilité de donner un souffle nouveau aux économies de la région.

Lors des assises dont le thème de cette année s'intitulait « Un groupe ACP transformé et engagé en faveur du multilatéralisme », un appel a été lancé pour promouvoir le commerce équitable, parvenir au plus vite à une croissance inclusive et garantir la paix et la stabilité dans les pays du Sud.

L'occasion a permis aux participants de se pencher sur les résultats des négociations engagées avec l'Union européenne en vue d'un nouvel accord de partenariat entre les deux parties d'une durée de vingt ans. Il s'agissait, entre autres, de faire le point sur la mise en œuvre des engagements pris lors du huitième sommet, mais aussi de fournir un leadership politique et des orientations sur les structures institutionnelles ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) devant permettre

de parvenir à un développement durable dans le cadre de l'Agenda 2030.

Dans son intervention lors de la rencontre, le président kényan, Uhuru Kenyatta, a déclaré que l'ordre mondial actuel - qui repose sur le règne du droit - devrait être renforcé, afin de mieux agir face aux défis les plus

à la libre circulation des personnes », a-t-il affirmé, ajoutant que les pays ACP doivent être « déterminés à être une lueur d'espoir pour le multilatéralisme ».

Pour le chef de l'Etat kényan, qui va dorénavant assumer la présidence tournante du groupe lors des trois prochaines années, les pays

contre les pratiques commerciales déloyales », a-t-il souligné.

De son côté, le secrétaire général du groupe ACP, Patrick Gomes, s'est félicité de ce que le sommet de Nairobi a permis aux pays en voie de développement de réaffirmer leur fidélité à un système mondial fondé sur le règne du droit, capable de favoriser la croissance équitable, la bonne gouvernance, la paix et la cohésion. « Nous devons nous engager en faveur du multilatéralisme - en dépit de la crise que celui-ci traverse - afin de garantir que la démocratie, la paix et la prospérité règnent dans nos pays respectifs », a-t-il lancé, promettant que le groupe allait négocier des traités permettant d'améliorer l'accès des produits aux marchés extérieurs, afin d'éliminer l'extrême pauvreté, les inégalités et le chô-

mage. Le sommet de Nairobi a été précédé des réunions ministérielles tenues du 6 au 8 décembre. Il y a été noté que depuis le huitième sommet qui avait eu lieu en Papouasie-Nouvelle-Guinée, d'importantes évolutions ont été enregistrées, qui remodelent les relations entre les États ACP et le reste du monde. Ces changements ont conduit le groupe ACP à redéfinir sa position et son rôle auprès de ses partenaires traditionnels et potentiels de développement, tant au niveau international que régional.

Rappelons que le premier sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ACP s'était tenu les 6 et 7 novembre 1997 à Libreville, au Gabon. Il avait été un moment propice pour ses dirigeants de s'engager à se réunir régulièrement, soit en moyenne tous les trois ans.

N.N.G.

« Nous devons nous engager en faveur du multilatéralisme - en dépit de la crise que celui-ci traverse - afin de garantir que la démocratie, la paix et la prospérité règnent dans nos pays respectifs »,

urgents tels que la pauvreté, les conflits, l'extrémisme violent et le changement climatique. « Le monde multipolaire d'aujourd'hui est caractérisé par l'existence d'intérêts géopolitiques concurrents, ainsi que par de nouvelles menaces à la paix, à la sécurité et

en voie de développement ne devraient pas perdre de vue les objectifs poursuivis par leur organisation. « En tant qu'Etats membres du groupe ACP, nous devons défendre avec fermeté un système commercial multilatéral équitable, capable de protéger nos économies

RWANDA

Lancement du vaccin contre Ebola

Le pays a démarré sa première campagne de vaccination, le 8 décembre, dans sa partie ouest, à la frontière avec la République démocratique du Congo (RDC).

« Le nouveau vaccin, produit par une filiale belge des laboratoires américains Johnson & Johnson, sera administré à deux cents mille personnes sur douze mois », a déclaré, en conférence de presse, la ministre rwandaise de la Santé, Diane Gashumba. « Tous les pays situés dans les zones à risque, même s'ils n'ont pas été touchés par Ebola, se sont vus conseillés par le Groupe stratégique consultatif d'experts (de l'Organisation mondiale de la santé/OMS) d'utiliser le vaccin pour protéger ceux qui ont de fortes probabilités d'entrer en contact avec des gens vivant dans des zones où Ebola a été signalé actif », a-t-elle ajouté.

Le Rwanda utilise le vaccin expérimental Ad26-Zebov-GP, qui avait été employé pour la première fois à la mi-novembre à Goma, en RDC, de l'autre côté de la frontière. L'épicentre de l'épidémie en RDC, qui a fait plus de deux mille deux cents morts depuis août 2018, se situe à trois cent cinquante kilomètres au nord de Goma, dans la région de Beni-Butembo, et marginalement dans la province de l'Ituri.

Plus de deux cent cinquante personnes ont déjà été vaccinées en RDC par un premier vaccin, le RSVV-Zebov, fabriqué par le groupe américain Merck Shape and Dohme. C'est la première campagne de vaccination contre Ebola jamais lancée par les autorités rwandaises. Les personnes travaillant dans le secteur de la santé, de l'immigration aux postes-frontières, les policiers, ainsi que les hommes et femmes d'affaires

amenés à traverser fréquemment la frontière, seront vaccinés en priorité. Mais tous les habitants des deux districts concernés peuvent demander à être vaccinés s'ils le souhaitent.

Parmi les centaines de personnes qui se sont présentées dimanche pour être vaccinées, beaucoup se montraient satisfaites de cette initiative, estimant qu'elle leur permettrait de vivre paisiblement.

« Nous vivons dans l'inquiétude à cause de ce qui se passe en RDC. Cela a créé beaucoup de perturbations à la frontière, parce que nous étions empêchés d'acheter ou de vendre des biens aux Congolais vivant à Goma. Le vaccin est une assurance pour la sécurité de nos vies et de celle de nos enfants », a expliqué l'un des premiers à avoir été vaccinés.

Le chef congolais de la riposte anti-Ebola, le Dr Jean-Jacques Muyembe, et la représentante de l'OMS au Rwanda, Kasonde Mwinga, ont assisté au lancement des opérations.

Contrairement à ses voisins congolais et ougandais, le Rwanda n'a jamais connu la moindre victime du virus Ebola sur son sol. Mais l'apparition d'Ebola à Goma, la capitale provinciale du Nord-Kivu, où au moins deux cas de fièvre hémorragique avaient été enregistrés en juillet-août, avait suscité une forte inquiétude au Rwanda. Le pays avait temporairement fermé ses frontières et interdit à ses concitoyens de se rendre en RDC. Les frontières ont ensuite été rouvertes et de stricts contrôles sanitaires rétablis.

Yvette Reine Nzaba

CLIMAT

Plusieurs pays ont diminué leur gaz à effet de serre en 2018

Un rapport rendu public le 10 novembre, en marge de la COP 25 à Madrid, en Espagne, salue des avancées enregistrées dans la lutte contre les changements climatiques et appelle certains pays à agir davantage dans le cadre des ambitions ficelées dans l'accord de Paris.

Estimant que certains pays se sont distingués dans la réduction de la pollution, les auteurs de l'analyse notent cependant que des émetteurs importants comme les Etats-Unis sont toujours sur la mauvaise pente. A ce sujet, le « Climate change performance index » de Germanwatch et le Climate action network signalent que trente et un des cinquante-sept pays responsables de 90% des gaz à effet de serre mondiaux ont vu effectivement leurs émissions baisser. Malgré cela, l'Australie, l'Arabie saoudite et en particulier les Etats-Unis sont source de « grande inquiétude » en raison de leurs faibles performances en termes d'émissions et leurs politiques climatiques, indique un communiqué. Et pour la première fois, les Etats-Unis ont remplacé l'Arabie saoudite à la dernière place.

Dans ce classement qui mesure les performances des pays en matière de protection du climat, les trois premières places du classement restent vides parce

qu'aucun Etat ne mène une politique compatible avec l'Accord de Paris qui prévoit de contenir le réchauffement climatique bien en-dessous de 2°C. La Suède est en quatrième place devant le Danemark. Quant à la Chine, premier émetteur mondial, elle arrive en trentième position alors que l'Union européenne occupe la vingt-deuxième position.

Commentant ces performances, Ursula Hagen de Germanwatch a dit que l'indice « montre les signes d'un tournant mondial en termes d'émissions, avec une réduction de la consommation de charbon », ajoutant : « Mais plusieurs grands pays continuent de résister à cette tendance, au premier rang desquels les Etats-Unis ». Dans un autre rapport, le CAT qui évalue les engagements de trente-six pays comptant pour 80% des émissions, avertit que les promesses actuelles des gouvernements restent insuffisantes au regard de l'Accord de Paris. Elles mèneraient à

+2,8°C d'ici à 2100, a-t-on précisé. « Nous ne voyons pas le type d'actions qu'on attendrait de gouvernements face à une crise climatique », juge Niklas Höhne, de l'organisation Newclimate institute, cité dans un communiqué.

Pour le CAT, les émissions de gaz à effet de serre ne diminuent pas comme souhaité parce que le charbon continue de jouer un rôle important dans la politique énergétique de certains pays. En ce qui concerne cette situation, le CAT pointe du doigt particulièrement la Chine, le Japon et la Corée du Sud.

Dans leur rapport, les auteurs s'inquiètent aussi que le gaz naturel soit présenté comme « propre » alors que la consommation de cette énergie fossile produit des gaz à effet de serre. Ils évoquent néanmoins un point positif, notamment le fait que la capacité installée des énergies renouvelables a doublé en dix ans et devrait augmenter de 50% au cours des cinq prochaines années.

Nestor N'Gampoula

VIE DES CLUBS

L'AS Otoho tient déjà l'échantillon de son équipe U-20

Le club a décidé d'investir sur le long terme, en organisant une campagne de détection en vue de bâtir une équipe des moins de 20 ans qui prendra la relève de la première les années à venir. Sur les cent-vingt jeunes qui ont passé le test, trente-trois ont été pour le moment retenus.

Le point de la première phase de détection a été fait par l'ingénieur en préparation physique, Prosper Loubelo, le 8 décembre à Kintélé. Il a assuré que l'échantillon retenu va être convenablement étoffé. « La mission était de retenir trente-trois jeunes, notamment trente joueurs de champ plus trois gardiens. Nous avons fait un grand travail qui ne s'est pas arrêté parce qu'il y a une équipe qui descendra dans les départements pour continuer les différentes détections. L'équipe va être étoffée convenablement parce que chaque fois qu'on constatera des failles au plan technico-tactique, on pourra changer au fur et à mesure », a-t-il expliqué.

Le travail effectué pendant plus de deux semaines a convaincu Prosper Loubelo quant à l'avenir de cette future équipe des U-20. L'AS Otoho, a précisé cet ingé-

nieur en préparation physique, mental et nutritionnel, disposera d'un effectif de qualité d'autant plus que ces jeunes ont été soumis à une batterie de tests pour confirmer tout leur potentiel.

« L'équipe d'Otoho va avoir une pépinière des U-20 de qualité. Nous ne parlons pas encore des joueurs de haut niveau mais au plan athlétique, nous avons fait un travail qui fera en sorte que ces jeunes, quand ils entreront sur le terrain, seront un peu plus aptes », a souligné Prosper Loubelo.

L'AS Otoho s'engage pour l'instant à ne travailler qu'avec les trente-trois retenus, en attendant la poursuite de la détection d'autres jeunes dans les départements. Après le test physique, ces jeunes vont désormais être suivis en éducation mentale et nutritionnelle alors que l'avenir. Quant aux des quatre -vingt-



Prosper Loubelo faisant le point du test de détection des jeunes talents/Adiac

sept qui n'ont pas démerité, les organisateurs envisagent de les mettre à la disposition de la direction technique de la Fédération congolaise de football (Fécofoot) ou des clubs qui souhaiteraient les avoir pour bâtir une équipe des jeunes.

« La direction technique nous avait contactés dans ce domaine, mais nous ne pouvons pas trop ouvrir. Nous allons nous concentrer sur les trente-trois parce que si nous ajoutons encore plus d'enfants, cela va être difficile. Il y a beaucoup d'équipes dans le pays. Les quatre-vingt-sept non retenus pourront aussi regarder du côté de la direction technique de la Fécofoot pour savoir comment ils pourront intégrer les autres clubs. Car l'AS Otoho met en place une équipe U-20 et non un centre de formation », a précisé Prosper Loubelo.

James Golden Eloué

FOOTBALL

Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France

Coupe de France, 8^e tour

Fulgency Kimbembé était titulaire lors du carton de Saint-Pryvé-Saint-Hilaire face à Saint-Georges (6-0). Le milieu prêté par l'US Orléans a ouvert le score à la 22^e. Il s'offre même un doublé à la 48^e pour porter le score à 4-0. Et s'illustre par une passe décisive sur le 6-0.

Alexandre Obambot n'était pas dans le groupe. Notons que le club du Loiret accède aux 32^e de finale pour la troisième fois de son histoire.

Remplaçant, Kévin Monziaou Zinga est entré en jeu à la 59^e lors du succès d'Angoulême face à Saint-Flour (5-0). L'ancien Bordelais a donné une passe décisive sur le 4^e but avant d'inscrire le 5^e sur un exploit individuel.

Caen assure le service minimum sur le terrain du C'Chartres de Jean-Guy Wallemme (1-0). Seul Kélian Nsona était sur la feuille de match : le jeune attaquant de 17 ans est entré à la 67^e.

Prince Oniangué était ménagé, Herman Moussaki est blessé et Durel Avounou est écarté de longue date par sa direction pour des raisons contractuelles.

Davel Mayela et Bevic Moussiti Oko étaient sur le banc au coup d'envoi du match entre Les Herbiers et Le Mans. Le premier est entré à la 44^e, alors que le second a fait son apparition à la 78^e. L'international congolais a provoqué l'expulsion de Brélivet à la 97^e et a donné un bon ballon à Manzala à la 120^e. Car les Manceaux ont eu besoin de passer par les prolongations pour l'emporter 2-1.

L'Entente Sannois-Saint-Gratien de Wil Matimbo, titulaire, gagne son billet sur le terrain de l'Iris Croix (1-0). Notons que l'ancien Parisien a été sauvé par son poteau à la 81^e.

Bastia-Borgo se qualifie sur le terrain de Nanterre (2-1). Titulaire, Cédric Odzoumo a ouvert le score dès la 1^{re} minute.

Laissé au repos, Randi Goteni a assisté à l'élimination de Dunkerque par Reims-Saint-Anne (0-1). Une grosse désillusion pour le deuxième de National 1.

Bryan Passi n'était pas dans le groupe de Niort, qui se qualifie sans forcer chez les Auvergnats de Courmon (2-0).

Le Stade Pontivyen (National 3) tombe avec les honneurs face à Lorient (0-1). Présent dans la liste de 18, Cecil Filanckembo (6 matches de championnat cette saison) était finalement en tribunes. Les jeunes Merlus Rudy Ebongo et Loris Mouyokolo n'étaient pas dans le groupe lorientais.

Dolan Bahamboula était titulaire lors de la qualification de l'Athletico Marseille à Grasse (2-0).

Ronald Bafounta et Christopher Ibayi étaient remplaçants lors de la qualification de Granville à Plabennec (0-2). Le FC Rouen d'Archi Fataki, titulaire, créé l'exploit face à Orléans (1-0).

Sans Ryan Bidounga et Mons Bassouamina, blessés, Nancy fait le boulot face aux amateurs de Vauban (3-1).

Camille Delourme

CONCOURS DE PLAIDOIRIE
« Droit vers l'éloquence ! »

LA FINALE

4 équipes finalistes 2 villes : Brazzaville et Pointe-Noire 2 universités : Marien Ngouabi et Loango

Après trois semaines de travail acharné pour les 84 candidats de la 5^{ème} édition du CONCOURS DE PLAIDOIRIE ET D'ÉLOQUENCE, le suspense a été levé lundi 2 décembre avec le dévoilement des 4 équipes finalistes.

Cette année, égalité parfaite entre l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville et l'Université de Loango à Pointe-Noire, qui pour sa 2^{ème} participation double ses chances de l'emporter.

1 - La première demi-finale opposera les 2 équipes de l'Université de Loango

- Position "Pour" : Evandaire MBEDI, Baptiste de Césaire NIAMBI et Jaelle Sisie-Florencia TCHINIOUMBA.
- Position "Contre" : Frida DIKUZÉKO, Lhaurice LESPRE et Harold PATRICK-KIS-SAMBOU.

Thème - Protection de la faune et de la flore : les animaux et les végétaux ont-ils des droits ?

2 - La deuxième demi-finale opposera les 2 équipes de l'Université Marien Ngouabi

- Position "Pour" : Chris NZONZI MVOUAMA, Audris BOUDZOU MOU et Nanthèse MFINAT.
- Position "Contre" : Mira VANTOTO, Japhet MAKITA et Memen BUBWEY YEMBE.

Thème - L'activité d'une entreprise extractive est-elle conciliable avec les enjeux de développement durable ?

3 - Les deux meilleures équipes se disputeront la finale
Les positions "Pour" ou "Contre" à défendre par chacune seront annoncées le jour même.

Thème - Un enfant peut-il assigner ses parents devant un tribunal pour contester leur faculté à avoir et à éduquer des enfants ?

Qui l'emportera le 13 décembre ?
Ne manquez pas cette occasion unique d'assister à de passionnantes joutes oratoires sur des sujets d'actualité.

Etudiants, enseignants, familles : venez nombreux, soutenir vos équipes préférées !

Lieu : Amphithéâtre de la faculté de Droit (Amphi 1600 - Rectorat) - 10h30
Entrée gratuite

QUINZAINE DES DROITS DE L'HOMME AU CONGO

30 ANS CIDE 301

Contact : Azaad MANTÉ, Chargée de communication
Azaad.MANTE@eeas.europa.eu - tél : 05 500 24 00/06 973 65 33

@uecongobrazza @UeCongoBrazza eeas.europa.eu/delegations/congo-brazzaville_fr

Union européenne - République du Congo
Un partenariat • Des actions • Des résultats

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle présentement Fouissantsoni Kiyindou Bertran, je désire désormais être appelé : Kiyindou Bertrand, né le 30 mars 1976 à Brazzaville, fils de Fouissantsoni Norbert et de Baloto Anne. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois (3) mois.

NÉCROLOGIE

Le colonel à la retraite Jean-Marie Mabanza (Mac-West), président de l'Amicale des parachutistes du Congo, a la douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances du Congo et de France, le décès de sa mère, Monique Diakoundoba, à l'âge de 97 ans. La veillée se tient dans la rue Jolly n°52 à Bacongo. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



PROGRAMME DES OBSÈQUES

Hypolite Matassa, agent des Dépêches de Brazzaville, les enfants Romain Matassa (À tout-casser) et Simon Bindouga annoncent aux parents, amis et connaissances, que le programme des obsèques de leur père, Simon Bidounga, alias Tenez femmes, se présente comme suit :

Jeudi 12 décembre 2019

9h00 : levée de corps à la morgue municipale de Pointe-Noire ;
10h00 : recueillement au domicile familial, n° 10, avenue de la Caravane, quartier Fond Tié-Tié.

14h00 : départ pour le cimetière Mvindoulou 2 ;
17h00 : fin de la cérémonie.



IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE



UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux



Magazines

Chemises à rabat

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants

Toussaint Edgard Ibara, agent des Dépêches de Brazzaville, les enfants Nguouabi et la famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur père, oncle, neveu et grand père, Bernard Nguouabi, survenu le 29 novembre 2019 au CHU de Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au domicile du défunt, sis 174 bis de la rue Louingué, vers l'école Gampo Olilou, à Ouenzé. L'inhumation a lieu vendredi 13 décembre 2019 à Brazzaville.



VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO



de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,** de la **Tradition** à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso** immeuble les manguiers (Mpila) dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

PAIX ET SÉCURITÉ

La plate-forme Lamuka souhaite le renforcement de l'efficacité de la Monusco

La coordination du regroupement politique de l'opposition a échangé, le 9 décembre, à Kinshasa avec la représentante du secrétaire général de l'ONU en République démocratique du Congo (RDC) et cheffe de la mission onusienne dans le pays, Leila Zerrougui, à qui elle a fait part de ses préoccupations sur la situation sécuritaire dans le pays.

A travers un communiqué rendu public et signé par son nouveau coordonnateur, Adolphe Muzito, la plate-forme Lamuka a saisi l'opportunité de la rencontre pour interpeller la Mission de l'ONU afin qu'elle renforce son efficacité sur le terrain dans la protection de la population.

Dans ce sens, elle a formulé certaines recommandations à la communauté internationale pour renforcer davantage le mandat de la Monusco en application du chapitre 7 de la Charte des Nations unies ; s'impliquer dans l'obtention d'un consensus national autour des réformes structurelles nécessaires, notamment celles sur les forces de sécurité ; et d'accompagner la RDC avec un plan de construction d'un État démocratique et républicain.

A la mission onusienne elle-



Leila Zerrougui échangeant avec la délégation de Lamuka/DR

même, Lamuka voudrait qu'elle joue un rôle dans la mise en œuvre des réformes structurelles nécessaires, susceptibles de trouver une solution à la déliquescence de l'Etat, tributaire du chaos électoral de 2018; tolère les

manifestations populaires nécessaires pour interpeller les gens au pouvoir ainsi que la communauté internationale sur leurs responsabilités en matière de protection de la population face aux massacres ; dénonce tous les ac-

teurs des massacres auprès de la justice congolaise, au besoin, auprès de la justice internationale. Ce regroupement politique exhorte également la Monusco à continuer son appui logistique à l'armée congolaise.

La plate-forme Lamuka, qui a profité de cette occasion pour exprimer sa compassion à l'endroit de la population de l'est du pays, en général, et de Beni, en particulier, a appelé le peuple congolais à continuer d'organiser des marches pacifiques pour amener le pouvoir et la communauté internationale à l'action. La plus grande responsabilité pour la sécurisation de cette partie du pays, selon elle, incombe au pouvoir en place, censé donner les moyens conséquents à l'armée et mettre fin aux complicités constatées avec les forces ennemies.

Notons que contrairement à certains Congolais qui exigent le retrait de la Mission onusienne, le regroupement politique Lamuka n'est pas de cet avis.

Lucien Dianzenza

SANTÉ PUBLIQUE

Le Fonds humanitaire débloque près de 1,7 million de dollars supplémentaires en faveur de la RDC

L'enveloppe permettra de renforcer la riposte contre l'épidémie de rougeole qui sévit dans certaines provinces du pays depuis près de deux mois et entre dans le cadre d'un effort conjoint visant à contrôler cette épidémie.

Pour contribuer à l'interruption de la chaîne de transmission et favoriser la réduction des risques de résurgence de la rougeole, le coordonnateur humanitaire de la République démocratique du Congo (RDC), David McLachlan-Karr, en consultation avec le conseil consultatif du Fonds humanitaire de la RDC (FH RDC), a décidé de l'allocation de l'enveloppe supplémen-

taire en faveur du pays. Cette somme s'ajoute à une première contribution de 2,5 millions de dollars américains, débloquée en juillet dernier dans le cadre de lutte contre cette maladie. Selon un communiqué du coordonnateur du FH RDC du 9 décembre, ces deux enveloppes soutiennent les neuf projets actuellement mis en œuvre par sept de ses partenaires dont

Action pour la promotion de la santé de la mère et de l'enfant, Alliance for international medical action, Magna enfant en péril, Médecins d'Afrique, Première urgence internationale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance. Ces projets, indique cette source, ciblent plus de 1,8 million d'enfants dans les provinces de

l'Equateur, du Haut Katanga, du Kasai, du Kasai central, du Kasai oriental, de Kinshasa, du Kongo central, du Kivu, de Mai-Ndombe et du Sud-Kivu.

Il est, par ailleurs, rappelé qu'au total plus de 14,4 millions de dollars américains ont été mobilisés pour la riposte. Le ministère de la Santé a fourni huit cent quarante-trois mille dollars américains pour l'achat de vaccins destinés à couvrir les besoins urgents dans les zones de santé touchées et l'OMS a mobilisé cinq cent quarante-huit mille six cent trois dollars pour la vaccination et la coordination.

Pour l'année en cours, le pays a bénéficié, dans le secteur de la santé, de 16,2 millions de dollars américains à travers les allocations du FH RDC. Cette somme a permis notamment de financer des projets visant à fournir une assistance à plus de 2,8 millions de personnes, dont deux cent soixante-quinze mille cinq cent quatre femmes et plus de 2,3 millions d'enfants. « Ce mécanisme financier est crucial pour l'action humanitaire en RDC. Il permet de renforcer la capacité de la communauté humanitaire à répondre aux

besoins prioritaires de manière opportune et efficace. A ce jour, pour l'année 2019, huit pays donateurs, dont l'Allemagne, la Belgique, le Canada, le Luxembourg, l'Irlande, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suède ont renouvelé leur soutien au Fonds avec un total de 46,3 millions de dollars américains», a précisé le coordonnateur humanitaire de la RDC.

Il a, en effet, rappelé que deux mois après la déclaration de l'épidémie de rougeole en RDC par le ministère de la Santé en juin dernier, l'OMS avait activé le grade deux, urgence de santé publique. Entre avril et septembre, plus de 4,8 millions d'enfants (six à cinquante-neuf mois) ont été vaccinés contre la rougeole dans cents soixante-quatre zones de santé. Cependant, la situation actuelle reste alarmante, touchant toujours les vingt-six provinces du pays. L'épidémie a entraîné la mort de plus de cinq mille cent enfants depuis début janvier, et près de deux cent soixante-dix mille cas ont été rapportés cette année, représentant ainsi le pic le plus élevé depuis 2010.

Lucien Dianzenza



Une campagne de vaccination contre la rougeole en RDC/DR

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Félix Tshisekedi tenu de respecter ses promesses

Depuis l'avènement de l'actuel chef de l'Etat, plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) et associations estiment que la plupart de ses engagements de campagne tardent à être matérialisés, notamment en ce qui concerne les antivaleurs.

Profitant de la Journée mondiale de lutte contre la corruption, célébrée le 9 décembre de chaque année, la coalition des ONG agissant sous la couverture de l'association «Le Congo n'est pas à vendre» a saisi l'opportunité pour rappeler au président de la République ses promesses en rapport avec la problématique de la corruption qu'il s'est engagé à éradiquer. Les associations de la société civile parmi lesquelles Agir pour les élections transparentes et apaisées, l'Office de dépenses publiques et le Réseau d'éducation civique au Congo (Réhic) ont dénoncé les atermoiements du chef de l'Etat sur cette question, sans actions concrètes pouvant assurer sur sa réelle volonté à faire bouger les lignes. Dans une déclaration commune, ces ONG et leurs partenaires internationaux recommandent à Félix Tshisekedi de maintenir «la rigueur de la sanction inconditionnelle contre les auteurs des détournements et de la corruption de quelques dimensions et niveaux soient-ils (...)». Le chef de

l'Etat est donc prié d'exercer son mandat de contrôle public et de sanctionner les auteurs de la corruption à tous les niveaux des institutions.

En fait, le mal est très profond, ont révélé ces ONG, dénonçant également l'octroi des marchés de gré à gré, en violation de la loi sur la passation des marchés publics, dans le cadre des grands travaux de réhabilitation et de construction lancés par le programme d'urgence des cent jours du président de la République. Elles ont aussi stigmatisé la création des entreprises fictives au travers desquelles certains membres du sérail présidentiel s'arrogeraient des marchés juteux au détriment de l'Etat. Le coordonnateur du Réhic, Michel Mvondo, a rappelé certains faits de corruption impliquant certains membres du pré carré présidentiel dont les enquêtes ouvertes n'ont jamais connu de dénouement. Tel est le cas, a-t-il soutenu, des corruptions avérées lors des élections sénatoriales, mais aussi du nébuleux dossier de détournement présumé de quinze millions de



La corruption, un mal à combattre dans la société congolaise

dollars américains évoqué de moins en moins ces derniers temps. La coalition des associations attend de Félix Tshisekedi un geste fort pouvant ôter tout soupçon de doute sur sa capacité à changer le cours des choses. En termes de recommandations, ces associations ont exigé au chef de l'Etat la restitution aux

deux coordinations relatives au changement des mentalités et à la lutte contre la corruption de leur pleine essence technique. Il s'agit, pour Félix Tshisekedi, de les rendre autonomes «au risque qu'elles soient résorbées dans les élucubrations politiques et perdent, de ce fait, leur efficacité et subs-

tance». En outre, la création, à l'initiative du président de la République, de l'agence congolaise de lutte contre la corruption devrait quitter le domaine de simple vue de l'esprit pour devenir une réalité vivante, ont suggéré les ONG.

Alain Diasso

SPECTACLE

Coup de projecteur sur le mythe du sauvage noir d'avant l'indépendance

Anioto, les hommes léopards - Nkoymagie, la nouvelle création inédite est un théâtre-documentaire de l'administrateur du Studio Malemba Maa, le cinéaste Jean-Michel Kibushi, qui met en lumière un pan de l'histoire coloniale du Congo-belge dont la représentation offerte aux visiteurs de l'AfricaMuseum de Belgique a été reprise dans la bande dessinée Tintin au Congo en 1931.

Après la dizaine de représentations qui ont suivi la première du 20 novembre au Centre culturel congolais le Zoo, Anioto, les hommes léopards - Nkoymagie revient au nouveau Musée national de la République démocratique du Congo (RDC) pour deux dernières, les 14 et 15 décembre. Le Studio Malemba Maa et Jean-Michel Kibushi ont voulu différente la représentation finale du 15 décembre. En effet, un débat est programmé à l'issue du spectacle sur les stéréotypes du mythe du sauvage noir généré par la propagande coloniale. Cette discussion va réunir chercheurs en sciences humaines, historiens, sociologues, anthropologues ainsi que doctorants et étudiants en licence, mais aussi juristes, artistes, sportifs et même des tradipraticiens.

Titulaire d'un master en média audiovisuel-arts du spectacle, Jean-Michel Kibushi a mis en scène le théâtre-documentaire Anioto, les hommes léopards - Nkoymagie. Il semble que c'est la première fois que l'histoire des hommes-léopards soit ainsi mise en exergue par les Congolais. En effet, ces personnages mythiques présents dans la culture populaire depuis l'œuvre de Hergé, le célèbre auteur belge de bandes dessinées, a pérennisé le thème de



Le costume d'anioto dans le dépôt des sculptures de l'AfricaMuseum/DR

la société secrète qui a aussi inspiré plusieurs autres œuvres du neuvième art. Quant à la nouvelle création congolaise née d'une collaboration de Jean-Michel Kibushi avec le Studio Malemba Maa, elle est sur tout point de vue différente de ces dernières. En effet, le cinéaste, doctorant en art et sciences de l'art, a mis en scène

«un spectacle total, synchrétique et hybride» où, dit-il, «la logique coloniale s'affronte aux réalités immuables de la tradition des sectes ésotériques». Pour réaliser cette œuvre, «une fusion de la réalité et de l'imaginaire», il a choisi de mêler le jeu d'acteur aux archives coloniales, photographies et films, à des séquences animées

et des témoignages.

Société secrète

D'un point de vue historique, les Anioto ou anyoto appelés hommes-léopards faisaient partie d'une société secrète du nord-est de la RDC établie dans la région des Babali du Haut Aruwimi. Actifs à l'époque du Congo-belge,

il leur était reproché la pratique de l'assassinat rituel simulée en une attaque de léopard dont la motivation première serait la vengeance contre des collaborateurs du régime colonial. Dans le spectacle Anioto, les hommes léopards - Nkoymagie, il est justement question de prévenus anioto, un chef médaillé et ses complices qui font face à la justice coloniale lors d'une série d'audiences publiques.

Le costume d'anioto que l'on retrouve à l'AfricaMuseum faisait autrefois partie de l'exposition permanente du Musée royal de l'Afrique centrale de Tervuren. Depuis la rénovation, il est au nombre de la dizaine de sculptures qui en sont désormais exclues et donnent un aperçu de l'histoire coloniale. Du reste, lors des visites, les guides mentionnent bien le fait qu'elles servaient à la glorification de la colonie et de ses fondateurs, démarche dont s'est totalement démarqué le musée rénové depuis son ouverture l'an dernier. C'est donc dans le dépôt des sculptures que sont assemblées ces œuvres qui contribuaient autrefois à la perception que la colonie voulait donner au public de l'Afrique et des Africains en créant le mythe du sauvage noir.

Nioni Masela

CINÉMA

«Grave erreur 2» présenté au public

L'avant première du film de Richi Mbebelé a eu lieu le 7 décembre à Pointe-Noire, en présence de Claver Lembouka, directeur central des Arts et de la cinématographie, et de Fabien Obongo, directeur départemental des Arts et de lettres.

Produit par Archetype Inv Group, «Grave erreur 2» a été projeté devant les cinéphiles de la ville océane au cours d'une soirée où la bonne humeur et la gaieté ont été au rendez-vous.

L'histoire du film se déroule entre Pointe-Noire et Brazzaville et met sous les feux des projecteurs un scénario aux allures d'un mélodrame des temps modernes avec la conjugaison de plusieurs sentiments qui s'imbriquent comme les cheveux dans un peigne: la haine, la jalousie, la vengeance, la compassion, l'orgueil, la médisance, la ruse, le mensonge...

Hervé, qui vit avec Samantha, tente de régler ses comptes à Fred, son ami qui l'a persuadé de virer Edouard, son employé. Deux semaines plus tard, Edouard fait un accident cardio-vasculaire dont la cause serait Hervé, qui lui a ôté son gagne-pain. C'est ainsi qu'Hervé prend la décision de suivre Fred, qui s'apprête à se marier à Brazzaville, pour lui faire administrer la plus grande humiliation de sa vie : faire échouer ses noces. Tout est monté pour que le plan machiavélique d'Hervé réussisse mais Fred, prudent, le déjoue au grand dam de son ami. Revenu à Pointe-Noire, Fred constate avec émoi la mort d'Edouard. Un malheur n'arrivant jamais seul, Fred de son côté se

fait piéger par un arnaqueur qui lui subtilise son argent malicieusement... Pendant qu'Hervé rit jaune, Fred n'a que ses yeux pour pleurer devant cette horde de haine, de mensonge et d'hypocrisie qui déchire son cœur martyrisé. Tel fonctionne la société congolaise et

ses nombreux travers mis sous les projecteurs par le talentueux Richi Mbebelé.

Dans ce film d'une heure treize minutes, où le suspense est omniprésent, le réalisateur nous renvoie comme dans un miroir nos vices et notre cruauté que nous

avons de la peine à expliquer en tant que victime et bourreau. Les acteurs Michael Thamsy, Amanda Baye, Georges Mboussi, Imelda Maboueki, Richi Mbebelé, Molière Bounda, Selma Mayala, Nordan Tello, Teddy Benzo transportent le public dans cet univers social où la

vérité a cessé d'être une vertu et le mensonge couvert de gloire.

Tourné à Pointe-Noire et Brazzaville, «Grave erreur 2» vient garnir par la meilleure des manières la filmographie congolaise. Son scénario à suspense, sa prise de vue et de son presque irréprochables apportent une auréole de plus à Richi Mbebelé qui ne cesse de surprendre les cinéphiles avec ses films inédits. À la fin de la projection, Richi Mbebelé a remercié ceux qui ont apporté leur savoir faire et leur expérience à la réalisation du film (producteurs, acteurs, cinéphiles, public...). Selon lui, le cinéma congolais vit et a de la valeur, les lauriers récoltés ici et là l'attestent, mais les cinéastes méritent plus de soutien, de considération et d'égard pour produire davantage des œuvres cinématographiques de qualité.

La conjugaison d'effort entre le public, appelé à regarder le film congolais plutôt qu'à lui tourner le dos, les médias qui doivent l'accompagner et les décideurs étatiques qui ont le devoir de lui accorder plus de temps et de considération constituent le gage vers un véritable cinéma congolais professionnel et de qualité. Le 19 décembre, «Grave erreur 2» sera projeté à Canal Olympia, à Brazzaville.



Les acteurs du film «Grave erreur 2»/DR

Hervé Brice Mampouya



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente:

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.








Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert
DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



TOURNOI INTERDÉPARTEMENTAL DE JUDO

Brazzaville sacrée championne

Les athlètes de la ville capitale ont survolé la compétition organisée du 7 au 8 décembre, au gymnase Etienne-Monga, par le président de l'association sportive Tosa obika, Me Francis Ata.

Différents athlètes venus des ligues départementales de Brazzaville, de Pointe-Noire, du Niari, de la Cuvette, de la Cuvette ouest, de la Bouenza et de la Sangha ont livré des combats de haut niveau en équipe. Le défi et l'ambition étaient grands, surtout du côté des athlètes venus de l'intérieur du pays car, chaque département rêvait d'une place au podium. C'est finalement le département hôte qui a tout raflé, notamment les trois premières places grâce aux équipes de Brazza, de la direction générale de sécurité présidentielle (DGSP) et celle de la police.

Si les équipes des autres départements n'ont presque rien gagné sur le tatami, chacune d'entre elles a pu bénéficier de l'expérience, des relations ainsi que d'un trophée de participation. « Je suis très content parce que j'ai fait le déplacement de Brazzaville grâce

au judo. Je remercie et j'encourage les organisateurs de cette compétition et que cela se reproduise. J'ai pu voir, saluer les champions du Congo en judo et nous avons reçu un trophée de participation. Nous sommes les vrais bénéficiaires parce que ceci nous manquait », a fait savoir un judoka de Ouessou.

Ce tournoi avait pris l'allure d'un championnat national car depuis plusieurs années, les judokas de l'intérieur et ceux des grandes villes du Congo n'avaient plus livré de combats ensemble. « Nous avons organisé cette compétition afin de créer une cohésion entre les pratiquants du judo évoluant dans les départements et ceux de Brazzaville, une manière de faire vivre le judo dans tous les départements de notre pays. Les athlètes de l'intérieur ont un problème



Quelques athlètes posant avec les officiels, au terme de la compétition/Adiac

de niveau mais nous devons les accompagner. Seul, je ne peux pas, il est temps qu'une fédération soit mise en place », a indiqué Francis Ata, organisateur de ce tournoi.

Au classement général, ce sont les équipes de Brazzaville qui ont occupé la première place, suivie de celle de Pointe-Noire, Ewo, Nkayi, Ouessou, Owando,

Dolisie puis Oyo.

Présent lors des combats finaux, le député de Djiri 2, Bersol Exaucé Ngambili Ibam, a estimé que ce tournoi a livré des combats intéressants, dans un esprit de fair-play et le désir de gagner. « Le sport unit le peuple et nous pensons que la tutelle devrait mettre en place la fédération de judo

afin de permettre aux athlètes de s'exprimer librement sur le plan départemental, national, continental et international », a-t-il souhaité.

Notons que les équipes de la DGSP et de la police étaient des invitées spéciales de cette compétition qui a réuni les judokas de plusieurs catégories.

Rude Ngoma

GYMNASTIQUE RYTHMIQUE

La fédération s'engage à former les championnes dans les prochaines années

Les bases de la pratique étant posées par l'experte Terasa Simas, tous les atouts sont désormais disponibles pour ramener la discipline au même niveau que l'aérobic.



Le président de la Fédération congolaise de gymnastique (Fécogym), François Bakana, a promis, le 8 décembre au terme du camp d'entraînement de la gymnastique rythmique organisé par la Fédération internationale, de relever le défi. « Une discipline est en train de se développer, la gymnastique rythmique. En aérobic, l'experte a reconnu que vous avez un bon niveau. Selon elle, si le Congo continue sur cette lancée, il peut rêver d'une participation à la Coupe du monde en aérobic. Car dans sa vision, elle a trouvé un fruit qui est déjà mur. Ce serait aussi le même exemple pour la rythmique. Soyez rassurés que le Congo ne baissera pas les bras. C'est un défi et il est lancé », a souligné le président de Fécogym.

Cette fédération a beaucoup investi dans la formation avant de récolter les fruits en aérobic. Les gymnastes congolais, en effet, font désormais parler d'eux en Afrique d'autant plus qu'ils ont respectivement glané les médailles d'or lors des 11es Jeux africains et puis lors des championnats

d'Afrique. Le même investissement est en train de prendre corps pour la rythmique.

Ce camp qui a posé les bases de la rythmique au Congo a duré six jours avec pour objectif de former les entraîneuses afin d'avoir des gymnastes de très haut niveau. Durant tout le stage, l'experte de nationalité portugaise a orienté son travail sur les éléments corporels, la préparation physique générale, la préparation physique spécifique sans oublier la chorégraphie.

« Nous avons aussi eu des leçons de musique spécifiques et du ballet. On a travaillé avec chaque engin, notamment la corde, le cerceau, les ballons, les massues et le ruban. Après avoir eu des leçons techniques sur ces thèmes, on a travaillé sur des chorégraphies, sur le programme d'âge du groupe de la fédération internationale. On a eu une partie d'enseignement théorique et pratique. On a travaillé la partie théorique pour ne pas oublier la croissance du jeune athlète », a commenté Terasa Simas, au terme du stage.

La photo de famille au terme du stage/Adiac

L'experte a, par ailleurs, insisté sur le manque d'équipements qui pourrait influencer négativement la suite de la carrière des filles formées. « J'ai l'espoir que ce partage était une belle expérience. On a beaucoup travaillé et on a tous partagé notre passion qui est la gymnastique. Pour la suite, il faut avoir plus d'équipements, des engins de gymnastique rythmique le plutôt possible sinon les gymnastes vont oublier tout ce qu'on a fait. Il n'y en a pas au Congo », a-t-elle prévenu.

Clôturant la formation qui a regroupé quatre pays, à savoir le Bénin, le Sénégal, le Cameroun et le Congo, le directeur général des Sports a admis son importance. La Fécogym, qui ne veut pas dormir sur ses lauriers, a exprimé le vœu de voir l'experte revenir pour animer un Level 1. « Nous souhaitons encore une fois que vous reveniez en level 1 pour constater l'évolution des enfants que vous avez eus à l'âge de 9 ans », a dit François Bakana.

James Golden Eloué

LUTTE CONTRE LES MALADIES CARDIOVASCULAIRES

Le Congo instaure des journées dites «marche sportive de santé pour tous»

Le Premier ministre, Clément Mouamba, a officiellement lancé, le 8 décembre à Brazzaville, l'activité sportive nationale qui se tiendra désormais chaque premier et dernier dimanche du mois.

Le coup d'envoi de la marche sportive a été donné à l'esplanade du stade Alphonse-Massamba-Débat par Clément Mouamba, en compagnie des membres du gouvernement, des agents de la force publique, des étudiants, des sportifs, des journalistes ainsi que des responsables des administrations publique et privées, etc.

En une heure quinze minutes, les marcheurs ont parcouru sept kilomètres, sans interruption ni pause. De l'esplanade du stade, les participants ont chuté à la primature, en passant par le rond-point de la Patte doigt, le rond-point de la place de la République, le



Une vue des marcheurs parmi lesquels le Premier ministre, Clément Mouamba/Adiac

marché plateau ville, la corniche, le Radisson blue, l'immeuble de la SNPC et la place de la gare.

Grace à son caractère national, cette activité est une manière de lutter contre l'expansion des maladies cardiovasculaires telles l'hypertension ainsi que les facteurs précurseurs de l'obésité. « Ces journées constituent une invitation aux Congolais de pratiquer la marche sportive afin d'éviter les maladies cardiovasculaires. Tout le monde est concerné. L'activité aura lieu deux fois par mois, soit vingt-quatre fois l'année », a précisé Clément Mouamba.

Cette marche sportive de santé pour tous est une initiative du ministère des Sports et de l'éducation physique, concrétisée par le décret présidentiel du 7 février 2019. Elle devra se dérouler concomitamment dans toutes les localités du Congo selon un itinéraire déterminé par les autorités compétentes.

R.Ng.